

Source [SILGENEVE PUBLIC](#)

## Dernières modifications au 29 août 2023

# Règlement d'application des dispositions fédérales sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé (RaPBC)

G 2 10.02

du 27 octobre 1976

(Entrée en vigueur : 4 novembre 1976)

---

Le CONSEIL D'ÉTAT de la République et canton de Genève,  
vu la loi fédérale sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé, du 6 octobre 1966;<sup>(8)</sup>  
vu l'ordonnance fédérale sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé, du 17 octobre 1984;<sup>(8)</sup>  
vu la loi d'application des dispositions fédérales en matière de protection civile, du 9 octobre 2008,<sup>(8)</sup>  
arrête :

## Chapitre I Dispositions générales

### Art. 1<sup>(4)</sup> Autorité compétente

Le département des institutions et du numérique<sup>(18)</sup> (ci-après : département) est chargé de l'application des dispositions fédérales sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé.

### Art. 2 Organes

Le département dispose :

- a) d'une commission pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (ci-après : la commission);
- b) de l'office cantonal pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (ci-après : l'office);<sup>(4)</sup>

### Art. 3 Commission

La commission est chargée de proposer au département les mesures de sauvegarde des biens culturels en cas de conflit armé.

### Art. 4 Composition

Font partie de la commission nommée par le département :

- a) le chef de l'office, qui la préside;
- b) son adjoint;
- c) le conservateur cantonal des monuments;<sup>(6)</sup>
- d) l'archiviste d'Etat;<sup>(6)</sup>
- e) un représentant de la Ville de Genève désigné par le Conseil administratif;<sup>(6)</sup>
- f) un représentant des musées de la Ville de Genève désigné par le Conseil administratif;<sup>(6)</sup>
- g) un représentant des bibliothèques de la Ville de Genève désigné par le Conseil administratif;<sup>(6)</sup>
- h) un représentant des communes genevoises désigné par l'Association des communes genevoises.<sup>(6)</sup>

### Art. 5 Secrétariat

Le secrétariat de la commission est assuré par l'office.

### Art. 6<sup>(7)</sup> Organe d'exécution

L'office, rattaché à l'office cantonal de la protection de la population et des affaires militaires<sup>(12)</sup>, est l'organe d'exécution du département.

## Chapitre II Tâches du canton, des communes et des particuliers

### Art. 7 Tâches du canton

Le canton, assurant la liaison avec le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports<sup>(13)</sup>, est responsable des tâches principales suivantes :

- a) désignation des biens culturels à protéger sur son territoire;
- b) préparation des mesures de protection qui doivent être prises sur son territoire;
- c) exécution des mesures de protection :
  - 1° pour l'ensemble du canton :
    - conservation à l'abri, sous forme de microfilms ou autres supports, des documents permettant une remise en état ou une reconstitution des biens culturels figurant dans l'inventaire;<sup>(4)</sup>
    - établissement et remise des cartes d'identité du personnel,
    - instruction de base du personnel,
    - surveillance des mesures incombant aux communes et aux particuliers;
  - 2° pour les biens culturels qui sont la propriété du canton ou lui sont confiés :
    - construction des abris et aménagement des abris de fortune et d'autres installations de protection,
    - constitution des documents pour les biens meubles et immeubles,
    - acquisition du matériel prescrit,
    - apposition des écussons des biens culturels,
    - incorporation et tenue du contrôle des personnes astreintes,<sup>(4)</sup>
    - préparation de l'évacuation des biens meubles désignés.

#### Art. 8 Tâches des communes

Les communes sont responsables des tâches principales suivantes :

- a) informations à donner au canton sur les biens culturels à protéger sur leur territoire;
- b) exécution des mesures de protection pour les biens culturels qui sont leur propriété ou qui leur sont confiés :
  - 1° construction des abris et aménagement des abris de fortune et d'autres installations de protection,
  - 2° établissement de l'inventaire des biens culturels d'importance locale,<sup>(4)</sup>
  - 3° constitution des documents pour les biens meubles et immeubles,<sup>(4)</sup>
  - 4° acquisition du matériel prescrit,<sup>(4)</sup>
  - 5° apposition des écussons des biens culturels, y compris ceux des particuliers,<sup>(4)</sup>
  - 6° entretien des abris et du matériel,<sup>(4)</sup>
  - 7° incorporation et tenue du contrôle des personnes astreintes,<sup>(4)</sup>
  - 8° organisation des exercices pour le personnel,<sup>(4)</sup>
  - 9° préparation de l'évacuation des biens meubles désignés.<sup>(4)</sup>

#### Art. 9 Particuliers

<sup>1</sup> Les particuliers, propriétaires de biens culturels désignés sont responsables des tâches principales suivantes :

- a) information à donner au canton sur les biens culturels qui sont leur propriété ou leur sont confiés;
- b) exécution des mesures pour ces biens :
  - 1° construction des abris ou aménagement des abris de fortune et d'autres installations de protection,
  - 2° constitution des documents pour les biens meubles et immeubles en collaboration avec l'office et/ou les organisations de protection civile,<sup>(4)</sup>
  - 3° acquisition du matériel prescrit,
  - 4° entretien des abris et du matériel;
- c) préparation de l'évacuation des biens meubles désignés.

<sup>2</sup> Les personnes chargées du contrôle des mesures prescrites sont autorisées à pénétrer dans les bâtiments. Elles doivent justifier de leur qualité.

### Chapitre III<sup>(8)</sup> Exécution d'office

#### Art. 10<sup>(8)</sup> Carence

En cas de carence des intéressés, le département est compétent pour ordonner d'office et à leurs frais l'exécution des mesures prescrites.

| RSG             | Intitulé                                                                                              | Date d'adoption | Entrée en vigueur |
|-----------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|-------------------|
| G 2 10.02 R     | d'application des dispositions fédérales sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé | 27.10.1976      | 04.11.1976        |
| Modifications : |                                                                                                       |                 |                   |

|                                                                                                                                                                                                            |            |            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|
| 1. <b>n.t.</b> : 12/1                                                                                                                                                                                      | 25.06.1980 | 03.07.1980 |
| 2. <b>n.t.</b> : dénomination du département (1)                                                                                                                                                           | 20.12.1989 | 30.12.1989 |
| 3. <b>n.t.</b> : dénomination du département (1, 4/c)                                                                                                                                                      | 22.12.1993 | 01.01.1994 |
| 4. <b>n.</b> : 2° cons., 3° cons.,<br>(d. : 8/b 2°-8° >> 8/b 3°-9°) 8/b 2°;<br><b>n.t.</b> : 1, 2/b, 4/c, 6, 7/c 1° phr. 1,<br>7/c 2° phr. 5, 8/b 7°, 9/1b 2°, 10, 12/1;<br><b>a.</b> : 7/c 1° phr. 2 et 3 | 05.11.1997 | 13.11.1997 |
| 5. <b>n.t.</b> : rectification selon 7C/1, B 2 05 (1, 4, 6)                                                                                                                                                | 30.05.2006 | 30.05.2006 |
| 6. <b>n.</b> : (d. : 4/c-g >> 4/d-h) 4/c                                                                                                                                                                   | 02.06.2008 | 10.06.2008 |
| 7. <b>n.t.</b> : 6                                                                                                                                                                                         | 22.07.2009 | 30.07.2009 |
| 8. <b>n.t.</b> : cons.;<br><b>a.</b> : chap. III et chap. V (d. : chap. IV >> chap. III), 10 et 12 (d. : 11 >> 10)                                                                                         | 26.08.2009 | 03.09.2009 |
| 9. <b>n.t.</b> : rectification selon 7C/1, B 2 05 (1)                                                                                                                                                      | 18.05.2010 | 18.05.2010 |
| 10. <b>n.t.</b> : rectification selon 7C/1, B 2 05 (6)                                                                                                                                                     | 31.08.2010 | 31.08.2010 |
| 11. <b>n.t.</b> : rectification selon 7C/1, B 2 05 (1)                                                                                                                                                     | 03.09.2012 | 03.09.2012 |
| 12. <b>n.t.</b> : rectification selon 7C/1, B 2 05 (6)                                                                                                                                                     | 04.03.2013 | 04.03.2013 |
| 13. <b>n.t.</b> : rectification selon 7C/1, B 2 05 (7 phr. 1)                                                                                                                                              | 03.06.2013 | 03.06.2013 |
| 14. <b>n.t.</b> : rectification selon 7C/1, B 2 05 (1)                                                                                                                                                     | 15.05.2014 | 15.05.2014 |
| 15. <b>n.t.</b> : rectification selon 7C/1, B 2 05 (1)                                                                                                                                                     | 04.09.2018 | 04.09.2018 |
| 16. <b>n.t.</b> : rectification selon 7C/1, B 2 05 (1)                                                                                                                                                     | 14.05.2019 | 14.05.2019 |
| 17. <b>n.t.</b> : rectification selon 7C/1, B 2 05 (1)                                                                                                                                                     | 31.08.2021 | 31.08.2021 |
| 18. <b>n.t.</b> : rectification selon 7C/1, B 2 05 (1)                                                                                                                                                     | 29.08.2023 | 29.08.2023 |